

Prise de position

Les Académies s'opposent à l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions »

La qualité de la formation, de la recherche et de l'innovation est l'un des fondements de la prospérité suisse, largement bâtie sur son ouverture internationale. L'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » met directement en péril ce pilier en affaiblissant la place scientifique du pays. Les Académies suisses des sciences expriment leur inquiétude face à cette initiative qui aurait des conséquences négatives durables pour la société, l'économie et la compétitivité de la Suisse.

L'initiative risque en particulier d'obliger la Suisse à renégocier ou dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'Union européenne. Cette mesure met en péril l'ensemble des accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE. Elle pourrait remettre en question l'association de la Suisse à des programmes européens décisifs comme Horizon Europe, doté d'un budget de près de 100 milliards d'euros pour la période 2021-2027. La mise en péril de ces accords introduirait une instabilité prolongée dans les relations avec l'UE. Elle affaiblirait les conditions-cadre essentielles au bon fonctionnement du système scientifique suisse, tout en introduisant des incertitudes stratégiques dommageables à long terme.

L'initiative porte également atteinte à la réputation de la Suisse en tant que partenaire international fiable dans le domaine scientifique. Les retombées sociétales, économiques et politiques générées par la science, la recherche et l'innovation sont ainsi menacées, car la stabilité institutionnelle est un facteur déterminant pour attirer investissements, scientifiques et entreprises innovantes. Dans un monde marqué par la montée des incertitudes globales, la Suisse ne peut relever seule les grands défis contemporains : la coopération reste un levier irremplaçable. Pour toutes ces raisons, les Académies suisses des sciences s'opposent fermement à cette initiative.

Pourquoi le plus grand réseau scientifique de Suisse rejette-t-il l'initiative ?

Car elle menace l'excellence scientifique suisse et le progrès

La recherche et la science prospèrent lorsqu'elles bénéficient des échanges au-delà des frontières nationales : l'avancée des connaissances s'appuie sur l'échange d'expertises, la complémentarité des approches et l'accès partagé aux savoirs, aux données et aux technologies. Aujourd'hui, plus de 60 % des études scientifiques suisses sont le fruit d'une collaboration avec des partenaires étrangers. Les nouvelles connaissances qui en résultent profitent directement à l'économie et la société et renforcent la position de la Suisse sur la scène internationale. Cette intégration est au cœur de la performance scientifique du pays.

La Suisse est un partenaire reconnu et recherché, capable d'offrir l'excellence, et bénéficie, en retour, de celle de ses partenaires, notamment européens. Plus cette coopération est fiable et stable, plus le transfert des connaissances vers la pratique est efficace. La science contribue de façon décisive au développement de solutions aux défis qui se posent à notre pays, qu'il s'agisse d'aménagement du territoire, d'énergie, de santé, de mobilité ou de formation.

- La participation à des programmes européens tels que Horizon Europe, Euratom, International Thermonuclear Experimental Reactor (ITER) ou Digital Europe permettent non seulement d'accéder aux derniers développements scientifiques, à des infrastructures de pointe et à des réseaux d'excellence, mais aussi d'assurer la qualité de la formation et de l'innovation en Suisse.
- L'économie du savoir, la recherche et le développement (R&D) ainsi que l'innovation ont besoin de relations stables avec l'UE. Ainsi, les PME suisses actives dans les industries de haute technologie, les spin-off et les start-ups ont été nettement désavantagées par rapport à leurs concurrentes lors de la limitation de l'association de la Suisse aux programmes européens de recherche entre 2021 et 2024. Des start-up suisses à fort potentiel, notamment dans les technologies médicales et numériques, ont été exclues de financements stratégiques comme l'EIC Accelerator. Cet instrument clé soutient les innovations de rupture et accompagne leur transformation en succès économiques et industriels, avec des soutiens pouvant atteindre plusieurs millions d'euros par projet. Aucun instrument suisse ne permet de reproduire pleinement cet effet, notamment en termes d'accès aux débouchés commerciaux, partenaires et capitaux disponibles dans les pays de l'UE.

Car elle menace d'aggraver la pénurie de talents qualifiés

Chaque année, les organisations de formation et de recherche et les entreprises suisses bénéficient de talents formés à l'étranger, majoritairement en Europe. Renoncer à ce vivier, c'est ralentir l'innovation et porter un coup sévère à la compétitivité de la Suisse.

- L'attractivité du système suisse repose sur son ouverture, le partage des infrastructures de pointe et le développement de projets communs : aujourd'hui, plus de la moitié des doctorants en Suisse et une part importante des professeurs et chercheurs proviennent de l'étranger. Cette attractivité est la meilleure preuve de l'excellence du système scientifique helvétique, dont bénéficient directement la qualité de la formation, la valeur des diplômes et les perspectives offertes aux jeunes en Suisse.
- Dans des domaines stratégiques comme l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les technologies quantiques, la biopharmacie ou la robotique, la concurrence internationale est intense et les compétences rares. Une réduction de l'attractivité de la Suisse se traduirait rapidement par des pénuries critiques.
- La main-d'œuvre hautement qualifiée issue de l'immigration joue en outre un rôle prépondérant dans l'innovation et la création de valeur. Les start-up suisses dynamiques comptent très souvent des fondateurs ou des équipes internationales. Sans cette contribution de personnel qualifié à l'étranger, ces dynamiques économiques n'existeraient pas.
- Les effets à long terme de l'initiative seraient particulièrement marqués pour les jeunes chercheuses et chercheurs, aussi bien suisses qu'étrangers : leurs perspectives d'avenir et de succès dépendent fortement de l'accès à des réseaux internationaux, de la mobilité et de la participation à des projets de recherche d'excellence. L'incertitude quant à la stabilité des conditions-cadre constitue un facteur dissuasif pour les jeunes talents. Une moindre intégration dans les coopérations européennes limiterait leurs opportunités de développement et favoriserait leur départ vers des écosystèmes plus ouverts.

Car elle menace l'influence et la souveraineté de la Suisse

Pour que la Suisse reste forte et souveraine dans un contexte international de plus en plus concurrentiel, elle doit pouvoir participer aux décisions qui comptent en matière de recherche, d'innovation et d'économie du savoir. Horizon Europe est le plus grand programme de recherche au monde. En participant pleinement, la Suisse ne se contente pas de mener des projets, mais elle prend part à leur conception, y fait entendre sa voix, tire parti des données scientifiques qui émergent et contribue à orienter les priorités et anticiper les évolutions technologiques.

- Entre 2021 et 2024, la Suisse a été largement exclue des instances de pilotage de certains programmes européens, ce qui a limité sa capacité à défendre ses intérêts et à orienter les

priorités. Cela est d'autant plus dommageable que l'UE renforce ses stratégies de recherche et d'innovation en tant qu'instruments de sa politique économique. Être en marge de ces dynamiques revient à subir des choix structurants sans pouvoir les influencer et entrave la capacité de la Suisse à diminuer sa dépendance technologique dans des secteurs critiques.

Conclusions

Les faits sont clairs : l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » présente des risques majeurs pour la prospérité, la souveraineté et la stabilité du pays. Son acceptation fragiliserait un pilier du modèle suisse en affaiblissant l'excellence scientifique, en accentuant la pénurie de talents et en réduisant l'influence internationale de la Suisse.

Les programmes européens apportent des financements substantiels, structurent les réseaux de recherche et renforcent l'innovation. Il n'existe aujourd'hui aucune alternative nationale capable d'en reproduire l'ampleur et les effets. La Suisse doit pouvoir continuer à bénéficier des résultats de recherche issus de ces programmes, garantissant que les innovations et le savoir scientifique développés en Europe servent la population suisse et l'économie locale.

Affaiblir l'ouverture scientifique et économique de la Suisse, c'est prêter sa prospérité, sa capacité d'innovation et sa liberté d'action. Dans un environnement mondial de plus en plus compétitif, la Suisse doit consolider ses partenariats et garantir des conditions-cadre stables et ouvertes. Pour rester à la pointe de la recherche et de l'innovation, elle doit pouvoir participer pleinement et durablement aux réseaux européens.

Pour toutes ces raisons, les Académies suisses des sciences s'opposent fermement à cette initiative.

Berne, le 28 avril 2026



Yves Flückiger
Président a+



Marianne Bonvin
Directrice a+

Références

- Avis juridique réalisé sur mandat de swissuniversities (en allemand) : «Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeitsinitiative)»: Zu den Implikationen einer Annahme der Initiative unter besonderer Berücksichtigung des BFI-Bereichs.
- Prise de position des Académies suisses des sciences sur la consultation relative à la « loi sur le fonds Horizon » (en allemand).
- Étude réalisée sur mandat de scienceindustries : Plus-value des programmes de l'UE pour la Suisse - Effets de la participation restreinte de 2021-2024.
- Étude réalisée sur mandat de la Fédération des entreprises romandes Genève : Examen des conséquences démographiques, économiques et sur l'environnement d'une limitation à 10 millions d'habitants.
- Prise de position des Académies suisses des sciences sur le paquet « Stabilisation et développement de la voie bilatérale entre la Suisse et l'UE ».